



Syndicat National des Professionnels de l'Hébergement d'Entreprises

Organisation professionnelle régie par
les articles L 411-1 et suivants du Code du Travail
- Association à but non lucratif -

STATUTS

Modifiés le 25 janvier 2007

Modifiés le 16 mars 2018

ARTICLE 1 :

Conformément à la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920 et la loi du 23 février 1927, actualisée aux articles L 411-1 et suivants du Code du Travail, un syndicat est formé entre les professionnels de l'Hébergement d'Entreprises, des Centres d'Affaires, des Entreprises de Domiciliations fiscales et commerciales, de la Permanence Téléphonique, Secrétariat, Télé services et Services Annexes qui adhèrent aux présents statuts et qui exercent leur activité en France Métropolitaine et dans les DROMCOM.

Le Syndicat prend la dénomination : - **SYNAPHE** - Syndicat National des Professionnels de l'Hébergement d'Entreprises.

ARTICLE 2 :

Le siège du Syndicat est situé à Paris – 75011 - 75 avenue Parmentier.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du Conseil d'Administration et partout ailleurs sur décision de L'Assemblée Générale.

ARTICLE 3 :

Le Syndicat a notamment pour objet, pour le compte des professions indiquées à l'article 1 :

- ✓ de resserrer les liens de confraternité qui doivent unir les membres des dites professions ;
- ✓ de faciliter l'étude des questions d'ordre général et économique concernant leurs activités ;
- ✓ de représenter et de défendre leurs intérêts généraux et particuliers dans le cadre de leurs activités notamment dans leur rapport avec le Gouvernement, le Parlement, les Chambres Consulaires, les Administrations publiques et privées, les autres chambres syndicales, les organisations économiques, les médias et tous les tiers en général ;
- ✓ de soumettre aux pouvoirs publics leurs besoins et d'en poursuivre la réalisation ;
- ✓ d'encourager leur développement ;

Syndicat National des Professionnels de l'Hébergement d'Entreprises SYNAPHE

Siège et correspondance : 75, avenue Parmentier 75011 PARIS

SIRET 399 681 998 00023 APE : 913E

Tél : 01 40 21 25 26 e-mail : secretariat@synaphe.org

- ✓ de fournir à ses adhérents des renseignements utiles à l'exercice de leurs activités ;
- ✓ d'aider à concilier les différents internes qui lui seront soumis et de donner un avis sur les questions litigieuses sur lesquelles il sera consulté ;
- ✓ de négocier les accords collectifs avec les partenaires sociaux et les pouvoirs publics ;
- ✓ de créer, promouvoir, défendre et faire respecter les règles de professionnalisme et de déontologie qui auront été définies par ses instances.

ARTICLE 4 :

Toutes discussions politiques ou religieuses sont interdites.
Le Syndicat ne poursuit aucun but lucratif.

ARTICLE 5 :

Le Syndicat crée ou suscite sous l'autorité du Conseil d'Administration la création des différents services qui s'avèrent nécessaires pour la réalisation des buts qu'il se propose :

- ✓ soit que ces services s'intègrent à l'intérieur même du Syndicat,
- ✓ soit qu'ils se constituent en personnes morales distinctes.

Les services ainsi créés ou patronnés par le syndicat doivent intégrer dans leur dénomination une référence au Syndicat, pour autant que le statut juridique qui leur est propre n'y fasse pas obstacle. Dans le cas de création d'une personnalité morale distincte, un protocole est établi avec le Syndicat afin de déterminer les conditions dans lesquelles celle-ci fonctionnera et pourra se prévaloir de son appartenance au Syndicat.

ARTICLE 6 :

La durée du Syndicat est illimitée.

TITRE I

ADMISSIONS

ARTICLE 7 :

Peuvent faire partie du Syndicat, les personnes physiques ou morales inscrites au Registre du Commerce et appartenant à l'une des catégories de professionnels visée à l'article 1.
Les personnes physiques ou les représentants des personnes morales ne doivent pas être déchus de leurs droits civils et doivent être porteurs d'un casier judiciaire vierge.

Les membres du **SYNAPHE** adhèrent de facto à l'Union **ACCES - Association interprofessionnelle des Centres de Compétence et d'Externalisation de Services aux entreprises -**, constituée entre le **SYNAPHE** et le **SIST**.

Sur décision du Bureau, pourront être nommés membres d'honneur les membres du Syndicat lui ayant rendu des services exceptionnels.

ARTICLE 8 :

Toute demande d'admission doit être adressée par écrit au Président. La demande doit comporter l'engagement du paiement régulier de la cotisation annuelle.

Le Bureau a pleins pouvoirs pour admettre, ajourner ou refuser toute demande d'admission sans qu'il puisse être tenu de faire connaître les motifs de sa décision.

Le dossier d'admission est étudié par le Conseil d'Administration. Sa décision d'admission ou de refus est souveraine, elle n'a pas à être motivée.

L'admission est prononcée à la majorité des deux tiers des membres présents dans la plus prochaine séance qui suit la réception de la demande.

Toute personne admise adhère par ce fait aux statuts du syndicat, à son règlement intérieur et à l'ensemble des règles professionnelles ou déontologiques émises par le Syndicat à la date de l'admission.

ARTICLE 9 :

Les ressources du syndicat se composent :

- ✓ des cotisations versées par ses membres ;
- ✓ éventuellement du droit d'entrée des nouveaux membres, ou de contributions particulières décidées en Assemblée Générale ;
- ✓ des subventions, dons et legs ;
- ✓ du revenu de ses biens ;
- ✓ de toute ressource autorisée par les textes légaux.

ARTICLE 10 :

La cotisation est annuelle et part du 1er janvier pour une année civile.

Le montant et les modalités de mise en œuvre en sont déterminés chaque année par le Bureau qui les propose au Conseil d'Administration qui, après délibération et éventuelles modifications, les vote et en valide la mise en œuvre.

La cotisation est payable à l'adhésion ou, en cas de renouvellement de l'adhésion, avant la fin du premier trimestre de l'année civile.

Le paiement est adressé au Trésorier, au siège du Syndicat ou à l'adresse qu'il aura indiquée dans l'appel de cotisation. Le défaut de paiement dans le délai qui lui est imparti entraînera la radiation de l'adhérent.

Seuls les membres à jour de leurs cotisations pourront se prévaloir de leur appartenance au SYNAPHE.

En cas de démission ou de radiation, la cotisation correspondant à l'année en cours est entièrement due, elle est acquise au Syndicat et non remboursable.

Toute adhésion nouvelle pourra être assortie d'un droit d'entrée dont le montant sera fixé par décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 11 :

La qualité de membre adhérent se perd par :

- ✓ le non paiement de la cotisation ;
- ✓ la radiation prononcée par le Conseil d'Administration sanctionnant un comportement de nature à porter atteinte aux intérêts de la branche professionnelle, du Syndicat ou d'un autre membre adhérent en particulier.

ARTICLE 12 :

Les organes du Syndicat sont l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration.

TITRE II

L'ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 13 :

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres adhérents du Syndicat, chaque centre représenté ne disposant que d'une voix. Elle se réunit en Assemblée Générale Ordinaire une fois par an sur convocations du Conseil d'Administration, et en Assemblée Générale Extraordinaire si les circonstances l'exigent, sur convocation du Conseil d'Administration ou à la demande de la majorité des membres du Syndicat.

Les dates et lieux de réunion sont fixés par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 14 :

Les convocations sont adressées par le Secrétaire aux adhérents au moins quinze jours avant la date de tenue de l'assemblée, soit par voie postale, soit par voie électronique et porteront indication des dates et lieux de réunion, de l'ordre du jour ainsi que des documents s'y référant. Lesdits documents pourront également être transmis par voie postale ou électronique ou consultables en ligne sur l'espace adhérent réservé du site www.synaphe.fr.

ARTICLE 15 :

Il est tenu procès-verbal des séances par un Secrétaire. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

ARTICLE 16 :

Les décisions de l'Assemblée Générale relative à tout autre objet que la modification des Statuts sont prises à la majorité des adhérents présents ou représentés.

ARTICLE 17 :

L'Assemblée vote à main levée. Cependant, elle peut décider d'un vote à bulletin secret, soit sur proposition du Conseil d'Administration, soit que ce type de scrutin ait été demandé par 25% des adhérents présents ou représentés.

ARTICLE 18 :

Pour délibérer, l'**Assemblée Générale Ordinaire** doit être composée au moins **du quart des membres adhérents**.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée est convoquée à nouveau avec un minimum de 15 jours d'intervalle. Elle délibère alors valablement quel que soit le nombre d'adhérents présents, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première convocation.

Les décisions sont prises **à la majorité absolue des votes exprimés, présents ou représentés**.

ARTICLE 19 :

Sont admis aux Assemblées Générales et peuvent donc voter :

- les membres anciens (N-1) ou nouveaux (N) à jour de leurs cotisations de l'année N en cours ;
- les membres anciens à jour de leurs cotisations de l'année N-1 et ayant fait retour de leur bulletin d'adhésion de l'année N en cours au jour de la tenue de l'Assemblée.

A l'entrée en Assemblée du membre adhérent, il pourra être exigé la présentation d'une pièce justificative de sa qualité.

ARTICLE 20 :

Tout membre adhérent au syndicat a le droit de se faire représenter à l'Assemblée par un autre adhérent, en remettant à ce dernier un mandat.

Le mandataire ainsi désigné aura autant de voix en sus de la sienne qu'il possèdera de pouvoirs sans que le nombre desdits pouvoirs ne puisse dépasser trois.

Par exception, les responsables légaux de réseaux, chaînes ou enseignes pourront représenter tous les autres adhérents SYNAPHE de leur réseau, chaîne ou enseigne et ce sans limitation mais sous la réserve d'en avoir obtenu les mandats ou pouvoirs.

ARTICLE 21 :

L'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur les questions à l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration fixe cet ordre du jour dans sa séance immédiatement antérieure à l'Assemblée Générale et tiendra compte des propositions écrites qu'il aura reçues des adhérents au moins CINQ (5) jours avant la tenue de l'Assemblée.

Par ailleurs, les membres du Conseil d'Administration présents à l'Assemblée Générale conservent la faculté de prendre en considération toute proposition formulée au cours de la séance et de décider si cette proposition peut être soumise au vote immédiat ou doit être reportée à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale. Cette faculté ne peut toutefois être réservée qu'aux questions annexes, secondaires ou subsidiaires à l'ordre du jour proposé.

ARTICLE 22 :

Le Bureau de l'Assemblée Générale est le même que le Bureau du Conseil d'Administration.

ARTICLE 23 :

L'Assemblée Générale est l'organe souverain du Syndicat.

ARTICLE 24 :

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle élit les membres du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve le rapport annuel de gestion qui comprend le rapport moral et financier. Elle approuve également le rapport d'orientation.

TITRE III

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 25 :

Le Conseil d'Administration est composé de personnes physiques ou de personnes morales qui seront obligatoirement représentées par des personnes physiques dont la qualité de professionnels de la branche est reconnue.

ARTICLE 26 :

Le nombre de membres du Conseil d'Administration est fixé à SEIZE (16) au maximum et à HUIT (8) au minimum.

L'égalité de représentation entre les adhérents « multi sites » (plus de deux sites) et les adhérents « mono site » est recommandée par les Statuts, elle n'est pas obligatoire.

Les membres sont élus pour un an par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les candidats sont élus aux suffrages des membres adhérents et selon les dispositions expressément prévues au Règlement Intérieur.

Les membres sortant sont rééligibles à condition de respecter l'article 28 et les conditions expresses prévues au Règlement Intérieur.

ARTICLE 27 :

Les vacances peuvent ne pas être remplacées tant que le Conseil d'Administration comporte au moins 8 membres.

En deçà de ce nombre, des élections partielles en Assemblée Générale Ordinaire sont provoquées dans un délai de 15 jours afin de pourvoir aux remplacements des postes vacants.

Les membres élus en remplacement d'un poste vacant ne demeureront en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de leur prédécesseur.

Les fonctions de membres du Conseil d'Administration sont exercées à titre bénévole.

ARTICLE 28 :

Pour être éligible au Conseil d'Administration, les conditions suivantes sont requises

- être adhérent depuis deux années civiles révolues,
- être à jour de sa cotisation de l'année en cours,
- ne pas être sous le coup d'une procédure collective,
- avoir proposé sa candidature dans les conditions prévues par le Règlement Intérieur,
- être présent à l'Assemblée Générale qui élit les membres du Conseil d'Administration.

ARTICLE 29 :

Il n'est autorisé qu'un seul représentant par membre adhérent au Conseil d'Administration.

ARTICLE 30 :

Les délibérations du Conseil d'Administration ne sont valables que si la réunion de celui-ci comprend au moins la moitié de ses membres.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Chaque membre du Conseil d'Administration ne peut pas détenir plus de deux pouvoirs de ses homologues.

ARTICLE 31 :

Chaque année, le Conseil d'Administration élit le Bureau au cours de la première réunion qui suit immédiatement l'Assemblée Générale de l'année.

ARTICLE 32 :

Le Conseil d'Administration se réunit au minimum trois fois par an sur convocation de son Président qui fixe la date de ces réunions.

Le Président ou la moitié des membres du Syndicat convoque le Conseil d'Administration en séance extraordinaire ou en séance de travail toutes les fois que cela est jugé utile aux intérêts du Syndicat.

Les séances du Conseil d'Administration sont présidées par le Président ou à défaut par le Vice-président.

ARTICLE 33 :

Le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour administrer le Syndicat et gérer son patrimoine. Pour ce faire, le Conseil d'Administration est chargé :

- ✓ de décider de l'admission des membres
- ✓ d'assurer l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale dont il exerce les pouvoirs de délégation,
- ✓ de veiller à l'application des vœux émis et des résolutions prises par l'Assemblée Générale d'examiner des questions administratives et financières et de soumettre des rapports voulus à l'Assemblée Générale,
- ✓ de rédiger, de mettre à jour et de faire évoluer la charte de déontologie et le Règlement Intérieur.

TITRE IV

LE BUREAU

ARTICLE 34 :

Le Syndicat est administré par un Bureau de 3 à 6 membres, élus au sein du Conseil d'Administration pour une année, à la majorité absolue des voix des membres présents au premier tour, à la majorité relative au deuxième tour.

Ce Bureau devant être le plus représentatif possible auprès des pouvoirs publics.

ARTICLE 35 :

Dès son élection, le Bureau procède à l'élection à bulletin secret ou non et à la majorité relative, de toutes les fonctions énoncées ci-dessous si possible :

- Président ;
- Vice-président ;
- Secrétaire ;
- Secrétaire-adjoint ;
- Trésorier ;
- Trésorier-adjoint.

Au minimum à la nomination du Président, du Trésorier et du Secrétaire.

Ces fonctions sont non rémunérées.

ARTICLE 36 :

Le Bureau administre le patrimoine du Syndicat dans les termes et limites de la loi, décide de l'emploi ou du dépôt des fonds disponibles, dresse le budget, ordonne les dépenses et les recouvrements, accepte les dons et legs et subventions, décide les achats et les ventes, transige, compromet, nomme et renvoie les agents, employés et comptables, présente chaque année à l'Assemblée Générale un rapport sur l'ensemble des opérations de l'exercice et sur la situation financière.

ARTICLE 37 :

Les membres du Bureau ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire avec les syndiqués ou les tiers. Ils ne répondent que de l'exécution de la législation sur les syndicats professionnels ou du Code Civil.

ARTICLE 38 :

Le Président représente le Syndicat dans tous les actes de la vie civile. Il préside les réunions du Conseil d'Administration, de l'Assemblée Générale et du Bureau. Il dirige les discussions, surveille et assure l'observation des Statuts et les règlements intérieurs, signe tous actes, toutes mesures ou tous extraits de délibération intéressant le syndicat, vise les pièces de dépenses à payer, représente le syndicat vis à vis des tiers et de l'autorité publique, exerce les actions judiciaires en demande ou en défense.

En cas d'empêchement du Président, le Vice-président ou le Secrétaire assurera l'intérim.

ARTICLE 39 :

Le Secrétaire est dépositaire des registres, états et documents concernant l'administration du syndicat. Il rédige les procès-verbaux des séances. En cas d'absence, il peut être remplacé par le Secrétaire-adjoint ou l'un des membres du Bureau.

ARTICLE 40 :

Le Trésorier est dépositaire des fonds du syndicat. Il recouvre les cotisations et autres créances, solde les dépenses sur visa du Président, soumet les états de recettes et dépenses à la vérification du Bureau. Il dresse en fin d'année les comptes de l'exercice annuel qui seront soumis à l'Assemblée Générale.

Il est chargé d'effectuer tout dépôt et retrait d'euros au crédit et/ou débit d'un compte ouvert au nom du syndicat dans un établissement ou un organisme désigné par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 41 :

Le Bureau peut admettre à ses séances toutes personnes pour y développer les propositions qu'elles auraient préalablement soumises par écrit.

ARTICLE 42 :

Chaque membre du Bureau doit assister en personne aux séances.

ARTICLE 43 :

Le Bureau se réunit sur convocation de son Président, au moins 4 fois par an ou à la demande de 5 membres au moins du Bureau.

Les décisions du Bureau sont prises à la majorité des voix des membres présents. La voix du Président est prépondérante.

TITRE V

DISSOLUTION – LIQUIDATION – MODIFICATION DES STATUTS

ARTICLE 44 :

Le Syndicat peut être dissout sur la proposition du Bureau par un vote de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur la dissolution doit comprendre au moins **les 2/3 de ses membres adhérents**.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau et peut cette fois délibérer valablement quel que soit le nombre des membres adhérents présents ou représentés.

En tout état de cause, la dissolution ne peut intervenir **qu'à la majorité des 3/4 des membres adhérents présents ou représentés**.

Le Bureau sera chargé de procéder à la liquidation et l'Assemblée Générale décidera de l'emploi de l'actif net, conformément aux lois en vigueur.

ARTICLE 45 :

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale réunie en séance extraordinaire sur la proposition du Président ou de la majorité des membres de l'association.

Aucune proposition de modifications des statuts ne peut venir en discussion à l'Assemblée Générale si elle n'a pas été précédée d'une délibération au Conseil d'Administration qui devra présenter un rapport motivé.

L'Assemblée Générale Extraordinaire doit alors être composée **des 2/3 au moins des membres adhérents**.

Si cette proportion n'est pas atteinte l'Assemblée Générale est convoquée à nouveau et peut cette fois délibérer valablement quel que soit le nombre des membres adhérents présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés **qu'à la majorité des 2/3 des membres adhérents présents ou représentés**.

TITRE VI

REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 46 :

Un règlement intérieur pourra préciser les modalités de fonctionnement du Syndicat ainsi que les obligations des membres entre eux.

Le règlement intérieur s'impose aux membres dès sa publication.

Il sera cependant soumis à la ratification de la prochaine Assemblée Générale.

Il peut être complété ou modifié par décision du Conseil d'Administration. Les décisions de l'espèce doivent être ratifiées par l'Assemblée Générale.

Fait à Paris, le 16 mars 2018

Le Président

Le Secrétaire

Le Trésorier